

27 juin 2006

06.139

Interpellation du groupe radical**Désengagement du Conseil d'Etat des transports en communs transrégionaux**

Suite aux deux communiqués de presse de la semaine 24,

- l'un du Conseil d'Etat concernant le non-renouvellement du siège du Conseil d'Etat neuchâtelois au sein du Conseil d'administration de la nouvelle société BLS S.A.,
- l'autre émanant de la Fédération du Transjuralpin qui fait un appel ferme aux autorités politiques de notre canton pour plus de soutien actif,

nous sommes alarmés par le signal de désengagement que donne le Conseil d'Etat dans le dossier des raccordements avec les grandes lignes transversales européennes pour notre canton.

Comment le Conseil d'Etat entend-il agir avec efficacité pour encourager et élargir les possibilités de liaisons internationales pour les Neuchâteloises et Neuchâtelois par les transports ferroviaires?

Signataires: Ch. Imhof, B. Keller, B. Zumsteg, L. Favre, E. Berthet, T. Perrin, M.-A. Nardin, Y. Morel, R. Comte, J.-B. Wälti, P. Sandoz et D. Cottier.

Développement écrit

Carton jaune à notre Conseil d'Etat! C'est ainsi que nous qualifierons l'interpellation que lui adressent les Radicaux en ces temps de Mondial de foot! Pour mémoire, pendant la session de juin de notre autorité, le monde du ballon rond tourne à plein tube!

Mais venons-en au sujet: le désengagement du Conseil d'Etat dans le dossier des transports publics transrégionaux nous surprend et nous déconcerte. Nous pensions être à l'abri d'une démobilitation de cette envergure avec un Conseiller d'Etat prônant les transports publics et se démarquant du transport routier (voir le tunnel de Serrières!).

Que nenni!

Et pourtant, nous le savons bien, la présence d'un des nôtres au Conseil d'administration du BLS permet de faire entendre la voix du canton. Elle permet aussi de nouer des liens, de s'écouter, de se connaître et de comprendre les intérêts des cantons limitrophes à cette ligne. Nous avons imaginé les qualités de communicateur de notre conseiller d'Etat mis en valeur...

Et que savons-nous actuellement au sujet de cette ligne ferroviaire?

Nous savons que nous avons investi – d'urgence qui de plus est –, monnaie sonnante et trébuchante (plus de 12 millions de francs), pour l'amélioration de la ligne ferroviaire entre Berne et Neuchâtel! Cela pour bien marquer le besoin qu'a notre population neuchâteloise de se désenclaver, de ne plus jouer les isolés et les laissés pour compte de la politique ferroviaire en Suisse.

Nous savons aussi que le TGV ne nous sera plus assuré dès 2011 et que nous devons nous battre pour le maintenir. Sinon, en tout et pour tout, une ligne TER Berne - Dijon nous sera servie à la place.

Est-ce cela que nous voulons? Non! Le peuple neuchâtelois veut être connecté aux grandes lignes européennes et ne pardonnera pas aux politiques de n'avoir pas eu la vision à long terme qu'ils attendent d'eux!

La Fédération du Transjuralpin aussi, se bat pour l'intérêt légitime du peuple neuchâtelois. Et que voyons-nous? L'absence des nôtres – ou leur marque de désintérêt (appelez cela comme vous voulez), alors que viennent chez nous les responsables régionaux, des politiques français, discuter en séminaire des liens qui nous unissent. Cette fédération a besoin de soutien politique pour assurer les intérêts neuchâtelois !

Monsieur le conseiller d'Etat, nous vous demandons instamment de répondre "présent". De vous engager en faveur d'une politique ferroviaire ouverte sur l'avenir. Et qui dit avenir, dit mobilité - en transports publics de préférence, ai-je pu comprendre lors de votre campagne électorale. Nous serions-nous trompés?